



Le métier d'enseignant en perte de sens

Depuis 4 ans que nous subissons la politique ministérielle de M. Blanquer, il est certain que les enseignants se sentent de plus en plus éloignés de la quintessence de leur métier et de leur rôle au sein de l'éducation nationale. Nous sommes devenus des fonctionnaires avant d'être des enseignants, pris en charge par un ministre pétri de convictions auto satisfaites ; l'idéologie a remplacé l'incertitude et le questionnement de la transmission du savoir. La main mise ministérielle de la maternelle à l'université a imposé des diktats : Parcoursup, école inclusive, cp à 12, changement des programmes maternelle qui puent l'idéologie et ne reflètent aucune réflexion, juste la volonté de modifier facticement les programmes 2015.

M. Blanquer aurait pu être ministre de l'Intérieur mais il a dû ravalier son ambition à plus tard, et la mise en place de cette politique éducative (rationalisation à outrance des moyens alloués à l'éducation nationale jusqu'à avoir 200 millions non dépensés alors que sur le terrain le manque de moyens est criant) n'a pour ambition que la sienne, dans l'espoir de voir celle-ci satisfaite.

Sur le terrain les personnels subissent de plein fouet l'évolution sociétale et l'accroissement de la violence dans les établissements : élèves ingérables, parents inquisiteurs, pour lesquels aucune réponse n'est apportée par nos hiérarchies. Notre ministre se vante du bienfondé de sa politique et communique par voie de presse avec ses personnels sur l'avenir de notre métier, sur les augmentations de salaires des plus jeunes qui ne compenseront jamais l'impact de la réforme des retraites, et les enseignants de Marseille apprennent de même qu'ils vont être recrutés par les directeurs...

Aucune communication sur les conséquences de ces différentes mesures ne nous est fournie, nous avançons à l'aveugle avec pour seule boussole la pensée blanquerienne alors que sur le terrain nous constatons amèrement la dégradation des conditions de travail : mise en place des PIAL, manque de postes et recrutement de contractuels, souffrance grandissante des personnels et départ de l'éducation nationale, mise en œuvre d'une formation imbécile (les constellations) qui permet au gouvernement de satisfaire les exigences de la cour des comptes sans pour autant fournir de véritable formation continue ambitieuse...

Alors oui, il est important et nécessaire de participer à la grève ce mardi 5 octobre 2021, ne laissons pas la seule parole ministérielle être audible.